

Rénovation des écoles : le pari d'un mandat

Véritable pilier du programme municipal, le plan de rénovation des écoles de Marseille a été présenté par Benoît Payan ce lundi. Un discours et un début de calendrier, en attendant des engagements précis de l'État.



Benoît Payan a présenté le plan de rénovation des écoles à l'école Chave, entouré de nombreux élus. (Photo : JV)

Par Jean-Marie Leforestier, le 12 Oct 2021

Lien : <https://marsactu.fr/renovation-des-ecoles-le-pari-dun-mandat/>

Qu'ils s'occupent de près, de loin ou pas du tout du sujet du jour, une vingtaine d'adjoints ont été convoqués pour faire le nombre autour du maire de Marseille. Ce lundi dans la salle d'activités de l'école Chave, Benoît Payan présentait son plan écoles d'avenir. Après une campagne et des mois de discours volontariste, place à l'action, promettait-on. Et si le ban et l'arrière ban de la majorité sont mobilisés, c'est bien que le dossier est le phare du mandat, celui qui doit éclairer le bilan du Printemps marseillais à la tête de la ville au relevé des compteurs de 2026.

Benoît Payan s'appuie sur le mauvais bilan de la mandature précédente et convoque la une de *Libération* qui avait qualifié en 2016 le dossier scolaire de Jean-Claude Gaudin de *"honte de la République"*. *"L'école, c'est aussi une promesse : celle d'accueillir de la même manière tous les enfants en son sein et de leur donner toutes les clés pour s'émanciper, se réaliser et atteindre les objectifs de vie qu'ils auront choisis"*, appuie Benoît Payan non sans lyrisme.

Des écoles comme "lieu de vie"

Mais son discours va bien au-delà. Dans la bouche du maire, la rénovation des écoles dépasse de loin les questions éducatives. Construire des écoles, c'est l'économie qui va repartir et créer de l'emploi, c'est l'écologie qui sera défendue entre *"cours oasis"* et *"rénovation thermique"*, c'est *"un lieu de vie ouvert"* qui naît, à même d'accueillir les associations sportives et culturelles ou au besoin des médecins. Budget prévisionnel de ce concentré de programme municipal : 1,2 milliard d'euros avec au moins un grand coup de neuf dans 174 écoles.

Cette présentation doit achever de convaincre l'État du caractère structurant du chantier. Le dossier n'est à l'heure actuelle pas encore ficelé et Benoît Payan garde pour lui *"des tomes entiers de travail, centaine d'euros par*

centaine d'euros". Il faut donc pour le moment croire l'édile sur parole. Ainsi, le montant de l'investissement de la Ville comme celui attendu de l'État reste inconnu et Benoît Payan se contente des grands principes. *"La soutenabilité du partenariat public-privé de la précédente majorité était d'un milliard d'euros. On pourrait mettre les finances de la Ville déjà dégradées un peu plus dans le rouge et soutenir ce plan quasiment seuls. Mais c'est inacceptable si on veut construire d'autres politiques publiques."*

La Ville attend des promesses chiffrées de la part d'Emmanuel Macron lors de sa visite à la fin de la semaine. Quelques jours avant le retour du président de la République dans la ville les 15 et 16 octobre, la manœuvre doit aussi permettre d'accélérer la marche et de gentiment faire monter la pression, explique-t-on dans l'entourage du maire. Lors de sa venue début septembre, Emmanuel Macron était resté bien flou sur ce dossier, sur lequel il était le plus attendu. Cette fois, le locataire de l'Élysée doit se préparer à être interrogé et des propositions sonnantes et trébuchantes sont espérées.

Le soutien de l'État est une des clés, tout autant que sa garantie pour les emprunts, *"déjà acquise"*, jure le maire. Elle devrait permettre d'obtenir des conditions plus favorables à celles d'une Ville de Marseille criblée de dettes, étalant déjà sur le long terme les remboursements. L'autre point important est déjà connu : la création d'une société dédiée, un partenariat *"public-public"* dans laquelle la mairie et l'État investiraient et décideraient conjointement. Si sa forme est encore en discussion, Benoît Payan entend bien la présider et placer un proche à sa tête, même si le président de la République a prévenu que c'est l'État qui la *"pilote"*.

Objectif "neuf ans"

"Une société, c'est transparent, elle a une présidence, elle a une direction générale, elle a des finances. Ce n'est ni l'aumône ni un chèque que nous voulons, c'est spécifiquement cet outil", assure Benoît Payan qui veut croire en la pérennité des engagements de l'État, quel que soit le résultat de la présidentielle et des législatives 2022. Sa préférence est un secret largement éventé : une forme de société publique de type SPLA-IN, comme celle déjà créée pour lutter contre l'habitat indigne, dont la création appartient aux parlementaires.

Les intentions et le cadre sont ainsi posés. *"En neuf ans"*, jure Benoît Payan, il est possible de mettre au goût du jour, et même de l'avenir, les 174 écoles les plus mal en point. Une estimation que même dans son équipe on peut juger optimiste et qui dépendra aussi de la taille de l'enveloppe débloquée par l'État. *"On a une idée de calendrier, mais ça va dépendre de ce qu'on va réussir à négocier avec l'Élysée et de l'ampleur que nous arriverons à donner [à ce soutien] pour définir le timing. Le maire a parlé de neuf ans, si on arrive à le faire, c'est bien"*, tempère Pierre-Marie Ganozzi, l'adjoint dédié au bâti des écoles. La *"phase 1"* inclut ainsi 32 groupes scolaires pour la bagatelle de 482 millions d'euros, mais Benoît Payan vise *"80 écoles"* rénovées à la fin du mandat en 2026. Un engagement qui lui sera rappelé s'il souhaite alors poursuivre à son poste.